

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

Pointe-à-Pitre, le 12 mai 2026

### **CONGRÈS DE L'EAU : LA CCI IG, L'UDE-MEDEF GUADELOUPE ET LA CPME GUADELOUPE SALUENT UNE INITIATIVE NÉCESSAIRE ET APPELLE À DES ENGAGEMENTS CONCRETS**

La Chambre de Commerce et d'Industrie des Îles de Guadeloupe (CCI IG), l'Union des Entreprises de Guadeloupe (UDE-MEDEF) et la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de Guadeloupe (CPME 971) accueillent favorablement la décision du Président du Conseil Départemental, M. Guy Losbar, de convoquer en juin prochain un Congrès des élus de Guadeloupe entièrement consacré à la question de l'eau.

Cette initiative répond à une souffrance profonde et insupportable des Guadeloupéens. La CCI IG, l'UDE-MEDEF et la CPME partagent le diagnostic posé dans la lettre ouverte : la crise de l'eau est une crise structurelle, accumulée sur plus de trente ans, résultant d'un sous-investissement chronique, d'une gouvernance fragmentée et d'un réseau vétuste affichant des pertes supérieures à 60 %. Cette situation qui est de la compétence et de la responsabilité des élus illustre une défaillance de la gestion des infrastructures de distribution de l'eau. Pour le monde économique, les conséquences sont lourdes. Les coupures récurrentes et les tours d'eau contraignent les entreprises à des investissements non productifs : achat de citernes, installation de surpresseurs, stockage d'eau, recours à des sources alternatives d'approvisionnement. Dans les secteurs de la restauration, de l'hôtellerie, de l'agroalimentaire et du commerce, le coût indirect de cette défaillance se chiffre en dizaines de millions d'euros annuels pour l'ensemble du tissu économique guadeloupéen, sans compter l'impact négatif sur l'attractivité touristique et l'image du territoire. Certaines entreprises ont été contraintes de réduire leur activité ou de reporter des projets d'investissement faute d'une alimentation en eau fiable.

La CCI IG, l'UDE-MEDEF et la CPME souhaitent que ce Congrès soit à la hauteur de l'enjeu. Il doit déboucher sur des engagements opérationnels et financiers précis et planifiés : calendriers de rénovation des réseaux, financements identifiés et sécurisés, indicateurs de performance et mécanismes de suivi. La Guadeloupe a besoin de décisions, pas de diagnostics supplémentaires.

Nous souhaitons également souligner l'importance de préserver et de prioriser les conditions de financement qui permettent à notre territoire de faire face à un chantier considérable : eau, assainissement, traitement des déchets, sargasses, logement, transport, formation professionnelle. La mobilisation des fonds européens associés à la solidarité nationale, dans le cadre institutionnel actuel, est un levier essentiel pour financer ces investissements sans alourdir la pression fiscale sur les ménages et les entreprises, dans un contexte déjà marqué par la vie chère.

La CCI IG, l'UDE-MEDEF et la CPME demande à être associée aux travaux du Congrès en tant que représentante des acteurs économiques du territoire. Ils s'engagent à apporter leur contribution constructive à la recherche de solutions durables pour que l'accès à l'eau redevienne, en Guadeloupe, une réalité quotidienne.